

# Communiqué de Presse du Conseil d'Etat

---

13 juin 2012

La version Internet fait foi



# Sommaire

---

Genève .....	4
Retrait du projet de loi sur la suppression de l'exonération fiscale des collections artistiques et scientifiques.....	4
Une zone sportive et une zone des bois et forêts à Bardonnex .....	4
Renouvellement du contrat de prestations en faveur de l'office de promotion des produits agricoles de Genève.....	5
Approbation des budgets de fonctionnement et d'investissement de la Fondation pour les terrains industriels de Genève pour l'exercice 2012 .....	5
Soutien à l'association Sustainable Finance Geneva.....	6
Entrée en vigueur de lois .....	7
Agenda des invitations à la presse .....	9

## Retrait du projet de loi sur la suppression de l'exonération fiscale des collections artistiques et scientifiques

Le Conseil d'Etat a écrit au président du Grand Conseil pour l'informer de sa décision de retirer son [projet de loi visant à supprimer l'exonération fiscale des collections artistiques et scientifiques](#). Ce projet de loi trouve son origine dans le paquet de mesures annoncées le 23 novembre 2011 dans le cadre de la publication du Plan financier quadriennal 2012-2015, et visant à restaurer l'équilibre budgétaire du canton.

Dans l'exposé des motifs du projet de loi en question - dont l'impact sur les recettes fiscales ne peut être précisément chiffré - le Conseil d'Etat avait relevé notamment l'incompatibilité de la législation cantonale actuelle avec la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID), qui prescrit que seuls le mobilier de ménage et les objets personnels d'usage courant doivent être exonérés de l'impôt sur la fortune. Or, les travaux et auditions effectués par la commission fiscale du Grand Conseil ont fait apparaître que cette question pouvait faire l'objet d'interprétations juridiques divergentes. Le risque de recours contre cette loi ne peut dès lors être écarté, rendant aléatoire, pour cet objet, la perspective de recettes fiscales à court terme visée par les mesures du plan financier quadriennal.

Le Conseil d'Etat réitère toutefois son engagement en faveur des autres projets de lois qu'il a déposés en vue de dégager des recettes fiscales, et dont l'examen se poursuit devant le Grand Conseil. Il s'agit, dans le cadre des mesures indispensables de retour à l'équilibre présentées dans le plan financier quadriennal, de la suspension temporaire du bouclier fiscal, de la suppression de la déduction sociale sur la fortune accordée aux contribuables indépendants, de la modification de la limite pour la déduction des primes d'assurances et de l'instauration d'une taxe sur l'électricité. Le projet visant à adapter la valeur fiscale des immeubles fera quant à lui l'objet d'une prochaine communication du Conseil d'Etat. A cela s'ajoute le [projet de loi](#) visant à introduire des taux différents pour les intérêts en faveur du contribuable et les intérêts en faveur de l'Etat dans le cadre de la perception de l'impôt, qui a été déposé par le Conseil d'Etat le 25 avril 2012.

*Pour toute information complémentaire : M. Roland Godel, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 07.*

## Une zone sportive et une zone des bois et forêts à Bardonnex



Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de loi modifiant des limites de zones à Bardonnex. Cette modification de zones vise à créer, sur des terrains situés au nord-est du village de Croix-de-Rozon, entre le chemin des Forches, le manège d'Evorde et la frontière française, une zone sportive destinée à de l'équitation et une zone des bois et forêts. D'une superficie totale de 26'862 m<sup>2</sup>, cette parcelle privée se situe actuellement en zone agricole.

Ce projet répond au souhait exprimé par le manège d'Evordes d'agrandir et d'améliorer ses équipements. Il prévoit d'aménager une place de concours équestre ainsi qu'une carrière. Un carrousel sera également déplacé.

L'enquête publique ouverte du 10 janvier au 10 février 2012 n'a donné lieu à aucune observation. Le Conseil municipal de la commune de Bardonnex a préavisé favorablement ce projet le 17 avril 2012.

*Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 13.*

---

## **Renouvellement du contrat de prestations en faveur de l'office de promotion des produits agricoles de Genève**

Le Conseil d'Etat a adopté à l'attention du Grand Conseil le projet de loi accordant une indemnité annuelle de 2'621'400 francs à l'office de promotion des produits agricoles de Genève (OPAGE) pour la période 2013-2016. L'OPAGE est une fondation de droit privé créée en 1995 ; cet office est chargé de la promotion des vins et, dès 2005, son action s'est étendue à l'ensemble des produits de notre agriculture.

Le Conseil d'Etat a renouvelé le contrat qui définit les prestations prévues – le nouveau projet de contrat s'inscrit dans la continuité du précédent. Il est le fruit de délibérations entre la commission d'attribution du fonds de promotion, le conseil de fondation de l'OPAGE et le département de l'intérieur et de la mobilité.

La libéralisation croissante des échanges soumet notre agriculture à une très forte concurrence. Les producteurs genevois réagissent en améliorant leur productivité et en diversifiant leur production en termes de variétés cultivées, de transformation, de conditionnement et de modes de production, offrant ainsi une gamme de produits locaux de plus en plus large qu'il convient également de promouvoir.

Une étude de marché réalisée en 2011 confirme que 80% de la population souhaite consommer plus de produits agricoles genevois.

*Pour toute information complémentaire : M. Alexandre de Montmollin, chef du service de la production et du développement agricoles, direction générale de l'agriculture, DIM, ☎ 022 388 71 71.*

---

## **Approbation des budgets de fonctionnement et d'investissement de la Fondation pour les terrains industriels de Genève pour l'exercice 2012**

Le Conseil d'Etat a approuvé les budgets de fonctionnement et d'investissement 2012 de la Fondation pour les terrains industriels de Genève (FTI), qui prévoient un total des produits de 28,3 millions de francs (2011 : 24,6 millions de francs) et un total des charges de 8,27 millions de francs (2011 : 7,37 millions). La FTI envisage de verser 13 millions de bénéfice à l'Etat de Genève (2011 : 12 millions), en hausse de 8% par rapport au budget 2011. Par ailleurs, 7,03 millions de francs seront attribués aux capitaux propres selon les dispositions statutaires d'usage.

L'évolution positive des rubriques de fonctionnement permettra à la FTI de réaliser des investissements de 40 millions de francs, qu'elle financera à hauteur de 20% par ses fonds propres. Par la réalisation ou l'acquisition de bâtiments et de terrains à vocation industrielle, elle contribuera à soutenir le tissu économique du canton et à accompagner la réalisation des grands projets que sont le projet Praille - Acacias - Vernets (PAV) et la liaison ferroviaire Cornavin - Eaux-Vives - Annemasse (CEVA), par le relogement des entreprises concernées.

Ses principaux axes de développement seront la densification des constructions et la mixité des activités secondaires et tertiaires dans les zones de développement industriel et artisanal (ZDIA) et des nouvelles zones d'activités mixtes (ZAM). Son action vise, à moyen et long termes, à offrir la diversité économique nécessaire à une croissance durable des entreprises installées ou souhaitant s'implanter à Genève.

*Pour toute information complémentaire : Mme Delphine Perrella Gabus, attachée de direction, direction générale des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 50.*

---

### **Soutien à l'association Sustainable Finance Geneva**

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière de 25'000 francs pour l'année 2012 à l'association Sustainable Finance Geneva (SFG).

Lancée en 2008, l'association SFG est portée par des professionnels de l'investissement. Forte de 210 membres, elle bénéficie du soutien de plusieurs institutions financières genevoises renommées. Plateforme d'échanges et de formation entre les professionnels de la finance, SFG vise à sensibiliser les acteurs politiques, économiques et financiers aux solutions d'investissement responsable qui concilient le développement économique avec les enjeux sociaux et environnementaux. Elle s'attache en outre à promouvoir la place financière genevoise en tant que pôle de la finance durable.

L'aide octroyée par l'Etat doit permettre à SFG de poursuivre le développement de ses missions, non seulement au travers de ses activités ordinaires (développement du « networking » et des partenariats avec les institutions financières et académiques, site internet, publications, conférences publiques, tables rondes, etc.), mais également par de nouveaux projets tels que l'élaboration des « Principes d'actions individuelles pour la finance durable », la présentation d'une étude sur la finance durable en Suisse ou la conception d'un module de formation universitaire sur la finance durable.

*Pour toute information complémentaire : Mme Joelle Andenmatten, secrétaire générale adjointe, DF, ☎ 022 327 98 02.*

# Entrée en vigueur de lois

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur des lois suivantes :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
<a href="#">Loi accordant une aide financière annuelle de 500 000 F à l'association Genève Futur Hockey pour les années 2011 et 2012 (10835) du 19 avril 2012</a>	Conseil d'Etat	Samedi 16 juin 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
<a href="#">Loi modifiant la loi sur l'action publique en vue d'un développement durable (Agenda 21) (LDD) (Pour l'instauration d'un plan climat régional) (10670) du 19 avril 2012</a>	Grand Conseil	Samedi 16 juin 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
<a href="#">Loi ouvrant un crédit d'investissement de 950 000 F pour l'incubation de projets et d'entreprises cleantech et le regroupement de la Fondation d'aide aux entreprises (FAE), la Fondation genevoise pour l'innovation technologique (FONGIT) et l'Office de promotion des industries et des technologies (OPI) (10889) du 19 avril 2012</a>	Conseil d'Etat	Samedi 16 juin 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
<a href="#">Loi accordant des indemnités et une aide financière annuelles de fonctionnement à des organismes d'aide et de promotion des entreprises pour les années 2012 à 2015 :</a>  <a href="#">a) la Fondation d'aide aux entreprises (FAE)</a>  <a href="#">b) la Fondation genevoise pour l'innovation technologique (FONGIT)</a>  <a href="#">c) l'Office de promotion des industries et des technologies (OPI) (10871) du 19 avril 2012</a>	Conseil d'Etat	Samedi 16 juin 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).

<a href="#">Loi modifiant la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève (LRGC) (Débat sur les états financiers consolidés et sur le rapport de gestion du Conseil d'Etat) (10929) du 20 avril 2012</a>	Grand Conseil	Samedi 16 juin 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
<a href="#">Loi modifiant la loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP) (Synthèse brève et neutre des enjeux pour les objets soumis à votation cantonale ou communale) (10415) du 20 avril 2012</a>	Grand Conseil	Samedi 16 juin 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
<a href="#">Loi accordant une aide financière à la Fondation La Bâtie – Festival de Genève d'un montant de 450 000 F en 2012 et de 500 000 F en 2013, 2014 et 2015 (10851) du 20 avril 2012</a>	Conseil d'Etat	Samedi 16 juin 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
<a href="#">Loi accordant une indemnité annuelle de 2 295 315 F en 2012 et de 2 318 500 F pour les années 2013 à 2015 à la Fondation pour la formation des adultes (ifage) (10897) du 20 avril 2012</a>	Conseil d'Etat	Samedi 16 juin 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
<a href="#">Loi modifiant la loi relative à l'office cantonal des assurances sociales (LOCAS) (10899) du 20 avril 2012</a>	Conseil d'Etat	Samedi 16 juin 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
<a href="#">Loi accordant des indemnités et des aides financières annuelles de fonctionnement à des institutions de maintien, d'aide et de soins à domicile pour les années 2012 à 2015 (10862) du 20 avril 2012</a>	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> janvier 2012.
<a href="#">Loi autorisant le Conseil d'Etat à adhérer à la convention intercantonale sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) (10882) du 16 mars 2012</a>	Conseil d'Etat	1 <sup>er</sup> janvier 2013.

*Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.*



# Agenda des invitations à la presse

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
14 juin 9h15	Cultiver en protégeant l'environnement - inauguration du bioépurateur de Dardagny	29, route de la Donzelle 1283 Dardagny	DIM	Yves Bellégo ☎ 022 546 76 06
14 juin 11h30	Résultats du concours d'aménagement des espaces publics de la halte CEVA de Carouge-Bachet	Pavillon Sicli 45, route des Acacias 1227 Acacias	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 96 24 ou 076 313 01 25
15 juin 11h00	Remise du Prix, de la Bourse et de la Distinction cantonales 2012 du développement durable	Ecurie des Vues (site de l'ancien parc avicole de Coppet) accès par le chemin du Parc 1297 Founex	DARES	Jean-Pierre Tombola ☎ 022 388 19 42
18 juin 11h15	Optimisation des contrôles environnementaux dans le domaine de l'automobile	Fédération des entreprises romandes 98, rue de Saint-Jean 1201 Genève	DSPE	Grégoire Pralong ☎ 022 546 76 13
26 juin 12h15	Dédicace des effeuilles de la Vigne des Nations	Signal de Bernex	DIM	Yves Bellégo ☎ 022 546 76 06
5 juillet 18h00	Inauguration de l'exposition « Regards sur nos rivières »	Espace SIG du pont de la Machine, Genève	DIM	Leyla Caragnano Rosatti ☎ 022 546 76 14